



Interview, Yves Steiner, L'Hebdo

«LA POSITION DU CONSEIL FEDERAL SERA INJUSTIFIABLE»

Coopération - Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, critique la pingrerie de Berne et son double discours sur l'aide au développement. Enjeu: une hausse des crédits de plusieurs milliards d'ici à 2015. Yves Steiner l'a interviewé.

La Suisse, harpagon de l'aide au développement? Sûres de cette avarice, Alliance Sud et une soixantaine d'ONG et organisations de tous bords mènent campagne depuis juin pour que Berne augmente ses crédits aux plus pauvres de la planète*. Afin aussi d'atteindre 0,7% du produit national brut (PNB) d'ici à 2015. Il y a deux ans, le Conseil fédéral avait promis à l'ONU d'augmenter l'aide. En décembre, ce même Conseil fédéral dira s'il alloue plus d'argent au développement, avant que le Parlement ne vote au printemps. D'ici là, la société civile du pays s'active pour faire passer cette pilule. Manifestation sur la place Fédérale, pétition et travail de couloir. Un lobbying mené, entre autres, par Alliance Sud et son directeur, Peter Niggli. Retour sur les tractations en cours.

La pétition que vous avez lancée avec votre campagne a récolté 30'000 parafes en trois mois. Satisfaisant?

Oui. Nous avons atteint là notre objectif à la fin août, mais il en faut davantage: nous visons au moins 100'000 signatures pour ce printemps.

Pourquoi?

Pour influencer le débat au sein de la société civile et aux Chambres. L'an prochain, celles-ci se prononceront sur les deux grands crédits-cadres pour l'aide au développement: celui de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et celui du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). Si la Suisse veut atteindre les 0,7% en 2015, elle doit commencer par augmenter ces crédits qui couvrent la période 2008-2012.

Reste d'abord à convaincre le Conseil fédéral...

... ou le Parlement! Et rien n'est joué. Le Conseil fédéral devra se prononcer en cette fin d'année. De toute façon, ce dossier va être réglé l'an prochain.

Et qu'est-ce qui vous fait croire que Berne vous suivra?

D'abord, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2005, le gouvernement a dit vouloir augmenter son aide au développement en 2008. Ensuite, la controverse sur le financement du milliard de cohésion aux pays de l'Est s'est finalement bien résolue. Au Parlement, les deux Chambres ont corrigé la décision du Conseil fédéral

de financer la cohésion sur le dos de l'aide au développement. La loi réserve cet argent à l'aide aux pays les plus pauvres. Et non à n'importe quelle activité de la politique étrangère suisse. On peut donc dire que la réaffirmation de ce principe par le Parlement a préparé un peu la discussion au sein du Conseil fédéral. Si celui-ci refuse de suivre sa promesse à l'ONU, le Parlement aura le dernier mot. D'où notre pétition.

Vous réclamez que la Suisse alloue 0,7% de son PNB à l'aide publique au développement. Or, celle-ci, avec près de 2 milliards par an, frôle les 0,4%, plus que la moyenne des pays riches. Jouez-vous à culpabiliser les Suisses?

Il ne s'agit pas de jouer avec la mauvaise conscience des Suisses, mais de faire respecter les engagements onusiens de la Suisse, les Objectifs du Millénaire pour le développement. En signant ces Objectifs des Nations Unies, le Conseil fédéral croyait que les pays signataires les oublieraient. Raté. L'Union européenne (UE) a décidé d'atteindre ce 0,7% en 2015. A ce stade, le Conseil fédéral attend de voir si les Etats de l'UE procéderont vraiment à cette augmentation. Si c'est le cas, la pression internationale sera grande. La Suisse, ce gagnant de la mondialisation, champion de l'exportation et des investissements directs à l'étranger, coffre-fort du tiers des fortunes privées mondiales, vous imaginez une seconde ce pays se défilant devant la question de savoir pourquoi nous économiserions sur l'aide au développement? A l'ONU, la position suisse sera injustifiable, et le Conseil fédéral le sait.

Mais le débat se fera à Berne. Où le Parlement prendra-t-il cet argent?

Notre économie, ainsi que le budget de la Confédération, croissent. Sauf à réduire la part de l'Etat dans l'économie, comme l'exigent les ultralibéraux. Dans trente à quarante ans, et si le capitalisme existe encore, notre produit intérieur brut devrait doubler, mais pas la population. L'argent sera donc là, de quoi financer cette hausse de l'aide. Ce n'est donc pas un problème économique, mais une question de volonté politique. Cela dit, dans les tractations à Berne, nous discuterons. Nous, les pétitionnaires, voulons le 0,7% en 2015. Une majorité du Parlement pourrait aussi viser le 0,7% en 2020. Ou que 0,6%. Ce que nous voulons empêcher, c'est une diminution comme le réclame l'UDC qui veut amputer l'aide publique au développement de 30%.

Pour justifier ces coupes, l'UDC critique l'efficacité de l'aide. Quant à la Commission de gestion du Conseil des Etats, elle a exprimé des doutes sur l'action de la DDC. N'oubliez-vous pas vite ces critiques?

Disons que ces critiques tombent à pic. Entre 2002 et 2005, la DDC et le seco ont pu préserver leurs budgets, alors que le reste de l'administration économisait. Des secteurs de l'administration n'ont pas apprécié et leurs critiques ont trouvé preneurs surtout dans les médias romands. Outre-Sarine, la Weltwoche, proche de l'UDC, et la NZZ exercent une critique radicale de l'aide depuis deux ans. Cela étant, je ne refuse pas de débattre sur l'efficacité de l'aide.

Sur quels points par exemple?

Parfois, l'argent de l'aide est utilisé pour des objectifs diplomatiques et non sur la base d'une stratégie de développement. Comme en Corée du Nord où la présence suisse correspond plus aux vœux de pays amis qu'à une vision de développement.

Or, le Département fédéral des affaires étrangères n'a pas de l'argent pour ces manœuvres diplomatiques. Il le trouve alors à la DDC. D'autres pays procèdent ainsi et, comparativement, beaucoup plus que la Suisse. Nous étudions tout cela et nous verrons comment demander l'an prochain au Conseil fédéral de modifier sa pratique.

N'est-ce pas contradictoire de demander une hausse de l'aide au développement tout en critiquant certains aspects?

Non, car notre message est double, pas que financier. Nous voulons que la Suisse respecte les Objectifs du Millénaire et recentre son aide sur la réalisation de ces objectifs. Avec l'argent de l'aide, il ne s'agit pas de bâtir des infrastructures, routes ou centrales nucléaires, et faire profiter nos entreprises. Par conséquent, pas d'aide liée. Respecter les Objectifs du Millénaire, c'est investir dans des projets qui luttent contre la pauvreté. Dans l'immédiat.

*www.ensemblecontrelapauvrete.ch

Peter Niggli

Journaliste et écrivain, Peter Niggli est né à Zurich en 1950. A l'Université de la ville, il étudie les mathématiques, la philosophie et l'histoire et s'engage dans la gauche radicale. Journaliste libre, il collabore par la suite aux Tages Anzeiger, Das Magazin, NZZ, Weltwoche, Bilanz et Africa Confidential. En 1990, il devient conseiller municipal écologiste à Zurich, jusqu'en 1996. Il est l'un des artisans de la loi pénale antiraciste en 1994. Entre 1996 et 1998, il préside le conseil de fondation de Greenpeace Suisse. Depuis 1998, Peter Niggli dirige Alliance Sud, le lobby des œuvres d'entraide (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas). Avec Alliance Sud, il prépare un livre sur l'aide au développement pour l'an prochain.

© Sauf accord de l'auteur et de la direction du CRFJ, ces travaux, réalisés dans le cadre de la formation, ne sont pas destinés à la publication ni à la diffusion.